



# *Editorial*

UNIDAD DE ANÁLISIS POLÍTICO Y SEGURIDAD CORPORATIVA

## ANALYSE DU SITUATION

### GLOBAL

Bab el-Mandeb: d'axe commercial  
stratégique à levier de coercition  
géopolitique

### RÉGIONAL

Mexique, filières cubaines et intérêts  
américains : des dynamiques  
interconnectées

### LOCAL

Gestion de crise gouvernementale : la  
double contrainte humanitaire et  
militaire

## Bab el-Mandeb: d'axe commercial stratégique à levier de coercition géopolitique

**L**e détroit de Bab el-Mandeb constitue l'un des principaux goulets d'étranglement (chokepoints) maritimes mondiaux. Reliant le golfe d'Aden à la mer Rouge et, par extension, au canal de Suez, il constitue le corridor commercial le plus direct entre l'Asie, l'Europe et le Moyen-Orient. Si sa criticité a longtemps été traitée comme une simple variable structurelle du commerce international, elle est devenue en 2026 un levier politique actif. Cette bascule découle directement de l'escalade militaire entre les États-Unis, Israël et l'Iran. Suite aux frappes du 28 février, Téhéran a largement verrouillé le détroit d'Ormuz au trafic maritime international, tandis que l'Égypte chiffrait à près de 10,5 milliards de dollars les pertes opérationnelles dues à la rupture du transit par Suez. Face à ces perturbations, des acteurs comme l'Arabie saoudite ont déclenché leurs plans de continuité stratégiques, notamment via l'oléoduc Est-Ouest (Petroline). Ce dernier a atteint un débit record de 7 millions de barils par jour au premier trimestre 2026, permettant de contourner intégralement Ormuz ([Egypt Today, 2026](#)). En juillet, près de 75 % du brut saoudien a été exporté via Yanbu, sur la côte de la mer Rouge, multipliant ainsi par huit les volumes acheminés par le Royaume à

travers le détroit par rapport à la même période en 2025 ([LISA News, 2026](#); [Fortune, 2026](#)). Dès lors, Bab el-Mandeb a cessé d'être une route secondaire pour s'imposer comme l'unique voie maritime de repli pour l'Arabie saoudite — devenant ainsi la clé de voûte de sa sécurité énergétique.

Les Houthis ont parfaitement anticipé cette dépendance. La proclamation de leur blocus maritime ne vise pas la destruction matérielle de la flotte marchande — capacité qu'ils ne possèdent pas —, mais l'imposition d'un coût stratégique dissuasif. Les avertissements transmis aux compagnies maritimes proscrivaient toute escale dans les ports saoudiens, y compris pour les navires sans lien avec le Royaume, précisant qu'ils pouvaient être ciblés « en tout lieu ». Cette ambiguïté est délibérée : la finalité n'est pas le tonnage coulé, mais l'incertitude opérationnelle contraignant chaque armateur à réévaluer unilatéralement son exposition au risque.

**"A fermeture de facto d'Ormuz a gelé près d'un tiers du commerce mondial d'engrais"**



Les événements du 11 août confirment cette posture : les garde-côtes yéménites ont fait état de six victimes suite à la frappe contre le navire Tihamah (dont trois Pakistanais et un Indonésien), tandis qu'un second missile visait les équipes de secours ([The New Arab, 2026](#)). Quelques jours plus tôt, le port de Mocha — principale infrastructure portuaire sous contrôle du gouvernement yéménite reconnu, située directement sur le détroit — a été bombardé, ravivant les tensions internes au Yémen ([Middle East Eye, 2026](#); [Infobae, 2026](#)).

Bien que les Houthis poursuivent leur propre agenda, leur capacité de nuisance renforce indirectement la posture iranienne. Téhéran dispose ainsi d'un double levier de pression simultané sur deux artères énergétiques mondiales majeures : Ormuz à l'est et Bab el-Mandeb à l'ouest. Le 10 août, le cours du Brent a franchi les 86 dollars, alors que l'Iran conditionnait la réouverture d'Ormuz à la levée du blocus naval américain et à des indemnités de guerre. Le transit de brut et de condensats est passé de 3,7 millions de barils par jour au premier trimestre 2025 à 5,4 millions sur la même période en 2026, tandis que le flux de GNL — interrompu au deuxième trimestre 2025 — s'est rétabli à 2,9 milliards de pieds cubes par jour ([Infobae, 2026](#)).

Mais au-delà des pétroliers, ce passage concentre des vraquiers céréaliers et sidérurgiques, des porte-conteneurs de

biens manufacturés et des méthaniers de GPL destiné aux usages domestiques et au chauffage. S'y ajoute une vulnérabilité critique et atypique : le détroit canalise près de 70 % des flux de conteneurs entre l'Europe et l'Asie, ainsi qu'environ 17 % du trafic mondial de données via les câbles sous-marins. Aucun autre corridor au monde ne concentre autant d'interdépendances stratégiques — énergie, alimentation, biens manufacturés et information — sur seulement 29 kilomètres de large. Le contournement systématique par le cap de Bonne-Espérance engendre un surcoût logistique majeur : un allongement des délais de 18 à 22 jours (soit 12 000 km supplémentaires) et l'immobilisation de 8 à 12 % de la capacité globale de la flotte de conteneurs ([Cadena Cinco, 2026](#)). Les taux de fret Asie-Europe se maintiennent entre 25 % et 40 % au-dessus des niveaux pré-crise, entraînant un surcoût de 800 à 1 500 dollars par conteneur de 40 pieds. D'un point de vue d'économie politique internationale, le constat est clair : les marchés pénalisent l'incertitude opérationnelle avant même la matérialisation du dommage. Les primes de risque de guerre sont ainsi passées de 0,3 % à 0,75 % de la valeur assurable en quelques jours, atteignant 3 % pour les navires touchant les ports saoudiens du sud de la mer Rouge (contre 0,1 % pour Djeddah et Yanbu). Le trafic global s'est contracté d'environ 36 %, et le segment conventionnel des tankers a chuté de 42 % dès la semaine suivant l'annonce du blocus ([Data Portuaria, 2026](#)).



Cette dynamique de rupture fragilise simultanément la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire sur trois nœuds critiques interconnectés. Bab el-Mandeb assure le transit d'une part essentielle des flux de blé et de maïs, complétés par l'orge et les tourteaux de soja et de tournesol, majoritairement exportés par la Russie et l'Ukraine, puis par la Roumanie, l'Argentine et l'Australie ([Portal Marítimo, 2024](#)). Cette dépendance est d'autant plus critique que les cargaisons proviennent d'une zone déjà soumise à de fortes tensions de navigabilité. Le 8 août, la Turquie a suspendu les autorisations de passage par les Dardanelles pour les navires à destination de Novorossiysk et des ports ukrainiens après des attaques de drones contre des unités sous pavillon turc, dans un contexte où les cours du blé atteignaient des sommets sur deux ans. Bien que le trafic ait repris le lendemain, cet épisode crée un précédent majeur : Ankara a appliqué une restriction purement administrative — via des protocoles de sécurité et des délais de permis — sans avoir à invoquer formellement la Convention de Montreux. La chaîne logistique se trouve ainsi bridée en amont (mer Noire), en

transit intermédiaire (détroits turcs) et en point de passage final (Bab el-Mandeb), sans qu'un blocus physique complet n'ait été déployé sur aucun de ces points ([Data Portuaria, 2026](#)). Parallèlement, la fermeture de facto d'Ormuz a gelé près d'un tiers du commerce mondial d'engrais, privant le marché de 3 à 4 millions de tonnes mensuelles. L'impact est direct sur les pays vulnérables : le Soudan importe 54 % de ses fertilisants depuis le Golfe et le Kenya près de 40 %, ce dernier dépendant à 90 % des importations de blé. S'observe en outre un effet contre-intuitif sur le marché : la rétention de capacité sur des routes plus longues soutient artificiellement les taux de fret dans un secteur structurellement en surcapacité. Début août, le trafic maritime via Bab el-Mandeb s'est maintenu à son plus bas niveau depuis 2019, tandis que les flux par le détroit d'Ormuz demeuraient sévèrement restreints (quatre navires par jour en moyenne) et que le transit par Suez tournait au ralenti ([Confluencia Portuaria, 2026](#)). Une normalisation complète du transit par Suez libérerait ces capacités excédentaires sous quatre à six semaines et risquerait de faire chuter les tarifs de 20 % à 30 % — un paramètre qui alimente des intérêts économiques contradictoires quant à une résolution rapide de la crise ([UN News, 2026](#); [Al Jazeera, 2026](#)).



La réponse institutionnelle met en évidence un déficit de couverture sécuritaire. L'opération militaire de l'Union européenne « Aspides », déployée en réaction aux attaques des Houthis contre la marine marchande internationale, maintient une moyenne de seulement trois bâtiments de guerre sur zone, contre les dix unités jugées nécessaires ; en parallèle, Washington a dû mettre en place un programme de réassurance étatique de 20 milliards de dollars pour restaurer la confiance des assureurs privés ([EuroEFE, 2026](#)). Les États finissent ainsi par endosser le risque résiduel d'un bien public mondial que le marché ne parvient plus à tarifier. Pour autant, les répercussions se répartissent de manière asymétrique, les surcoûts étant directement répercutés sur les économies importatrices. Le déroutement des flux accroît les coûts de transport, les délais de livraison, la congestion portuaire et la vulnérabilité globale des chaînes d'approvisionnement, avec un impact disproportionné sur les pays émergents. L'Amérique latine et les Caraïbes, par exemple, absorbent ce choc par trois canaux simultanés : la hausse du fret, le renchérissement des intrants agricoles et l'explosion des primes d'assurance. Bab el-Mandeb n'est plus un simple corridor commercial : il est devenu un instrument de coercition géopolitique dont la redoutable efficacité réside dans le fait qu'il n'a même pas besoin d'être totalement fermé pour paralyser les flux.

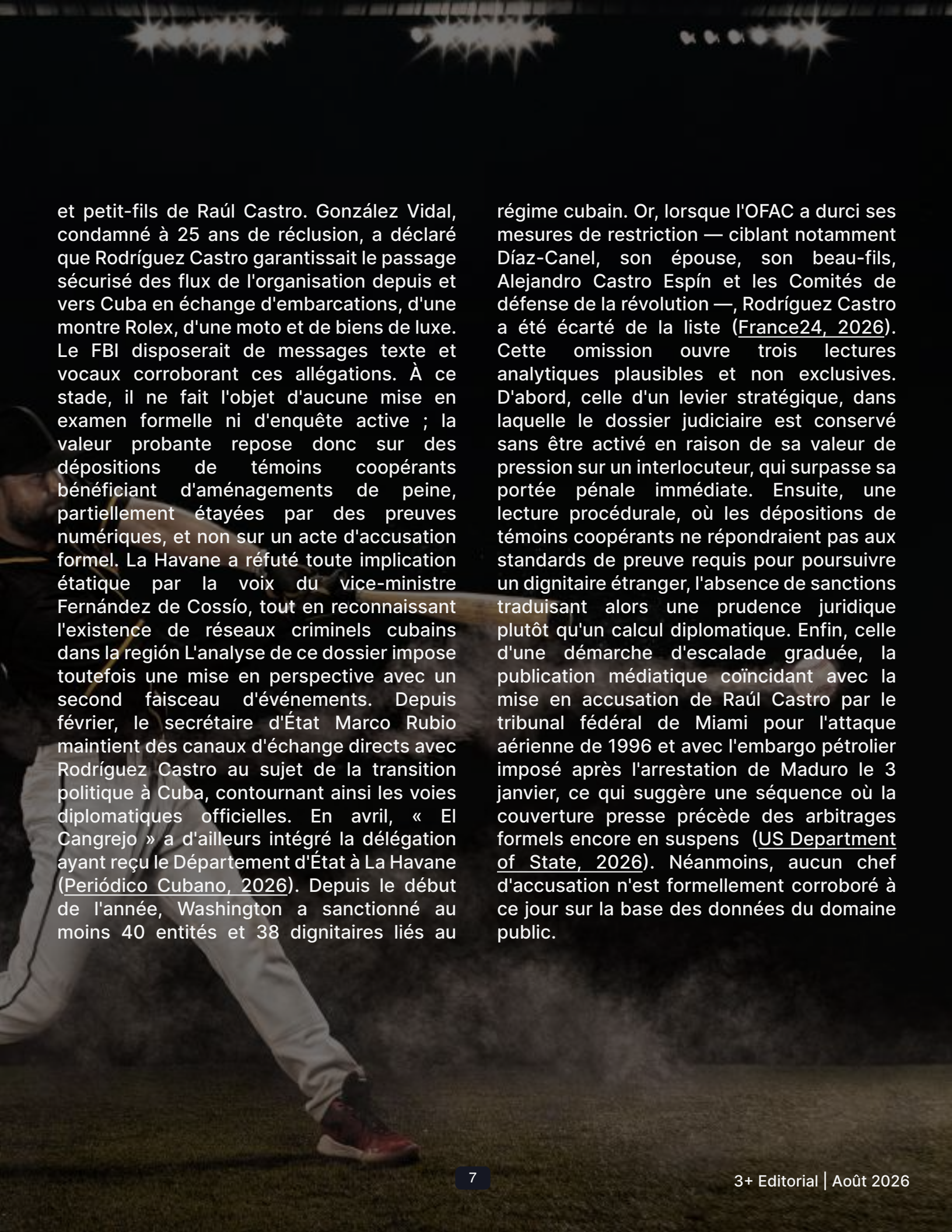




## Mexique, filières cubaines et intérêts américains : des dynamiques interconnectées

L'enquête publiée par The New York Times le 11 août 2026 a relancé un dossier judiciaire clos en y intégrant un nouveau profil clé. En 2020, le Département de la Justice (DOJ) avait mis en accusation plusieurs ressortissants cubains établis au Mexique, membres de la « Mafia cubaine du Quintana Roo » — un réseau criminel qui, depuis 2009, volait des embarcations dans le sud-ouest de la Floride pour organiser le trafic illicite de migrants cubains vers le Mexique et les États-Unis. L'organisation utilisait des cartes de crédit frauduleuses pour acquérir des marchandises ensuite acheminées en contrebande vers Cuba, et a été liée au vol de plus de 600 moteurs hors-bord à Tampa. Son modèle opérationnel reposait sur le kidnapping de migrants en transit, des rançons avoisinant les 10 000 dollars et le recours systématique à la torture pour le recouvrement des fonds ([The New York Times, 2026](#); [Department of Justice, 2023](#)). L'opération « Sisyphe », menée conjointement par le FBI et Homeland Security Investigations (HSI), a abouti à des peines de plusieurs décennies de prison pour au moins 21 individus. Le nouvel élément implique Raúl Guillermo Rodríguez Castro, alias « El Cangrejo », colonel du ministère de l'Intérieur





et petit-fils de Raúl Castro. González Vidal, condamné à 25 ans de réclusion, a déclaré que Rodríguez Castro garantissait le passage sécurisé des flux de l'organisation depuis et vers Cuba en échange d'embarcations, d'une montre Rolex, d'une moto et de biens de luxe. Le FBI disposerait de messages texte et vocaux corroborant ces allégations. À ce stade, il ne fait l'objet d'aucune mise en examen formelle ni d'enquête active ; la valeur probante repose donc sur des dépositions de témoins coopérants bénéficiant d'aménagements de peine, partiellement étayées par des preuves numériques, et non sur un acte d'accusation formel. La Havane a réfuté toute implication étatique par la voix du vice-ministre Fernández de Cossío, tout en reconnaissant l'existence de réseaux criminels cubains dans la région. L'analyse de ce dossier impose toutefois une mise en perspective avec un second faisceau d'événements. Depuis février, le secrétaire d'État Marco Rubio maintient des canaux d'échange directs avec Rodríguez Castro au sujet de la transition politique à Cuba, contournant ainsi les voies diplomatiques officielles. En avril, « El Cangrejo » a d'ailleurs intégré la délégation ayant reçu le Département d'État à La Havane (Periódico Cubano, 2026). Depuis le début de l'année, Washington a sanctionné au moins 40 entités et 38 dignitaires liés au

régime cubain. Or, lorsque l'OFAC a durci ses mesures de restriction — ciblant notamment Díaz-Canel, son épouse, son beau-fils, Alejandro Castro Espín et les Comités de défense de la révolution —, Rodríguez Castro a été écarté de la liste (France24, 2026). Cette omission ouvre trois lectures analytiques plausibles et non exclusives. D'abord, celle d'un levier stratégique, dans laquelle le dossier judiciaire est conservé sans être activé en raison de sa valeur de pression sur un interlocuteur, qui surpasse sa portée pénale immédiate. Ensuite, une lecture procédurale, où les dépositions de témoins coopérants ne répondraient pas aux standards de preuve requis pour poursuivre un dignitaire étranger, l'absence de sanctions traduisant alors une prudence juridique plutôt qu'un calcul diplomatique. Enfin, celle d'une démarche d'escalade graduée, la publication médiatique coïncidant avec la mise en accusation de Raúl Castro par le tribunal fédéral de Miami pour l'attaque aérienne de 1996 et avec l'embargo pétrolier imposé après l'arrestation de Maduro le 3 janvier, ce qui suggère une séquence où la couverture presse précède des arbitrages formels encore en suspens (US Department of State, 2026). Néanmoins, aucun chef d'accusation n'est formellement corroboré à ce jour sur la base des données du domaine public.



Le Cabinet de sécurité mexicain a déclaré ne disposer « ni d'informations ni de preuves propres » concernant ces allégations. L'aspect le plus saillant réside dans le fait que la qualification judiciaire d'une trame criminelle opérant depuis quinze ans en territoire mexicain a été entièrement instruite par des juridictions de Floride (MVS Noticias, 2026). Cette asymétrie — où une partie génère le renseignement, les charges probatoires et les condamnations, tandis que l'autre maintient une posture de non-connaissance opérationnelle — constitue un indicateur structurel des capacités et des priorités institutionnelles, au-delà de la lecture politique attribuant cette réserve à la proximité idéologique entre Morena et le PCC. De plus, l'ancrage criminel cubain dans le Quintana Roo remonte au mandat de Mario Villanueva, configurant ce phénomène comme un risque sécuritaire structurel de faible visibilité plutôt que comme un simple épiphénomène conjoncturel. Il en découle un premier risque, diplomatique et à temporalité

incertaine : la position mexicaine n'est tenable qu'aussi longtemps que Washington n'active pas formellement le dossier. Le cas échéant, le Mexique se trouverait exposé pour des faits commis sur son territoire, dans une relation bilatérale où la menace tarifaire constitue le principal levier de négociation. Cet enjeu est déterminant : entre le 20 janvier 2025 et le 9 mars 2026, les États-Unis ont expulsé plus de 18 000 ressortissants de pays tiers, dont environ 13 000 (près de 70 %) ont été transférés vers le Mexique au titre d'un accord bilatéral non rendu public. Les Cubains formaient le contingent le plus important, avec 4 353 personnes : 55 % présentaient des antécédents judiciaires, 16 % faisaient l'objet de poursuites en cours et 26 % n'avaient pas de casier ; seuls 16 % avaient fait l'objet d'une condamnation pour infraction violente ou potentiellement violente (HRW, 2026). Une grande partie résidait depuis des années, voire des décennies, aux États-Unis, sous le coup d'obligations de quitter le territoire historiquement inapplicables en raison du refus systématique de La Havane de les réadmettre. L'impact opérationnel se traduit par une population bloquée dans un vide juridique indéfini. La réglementation imposant aux demandeurs d'asile auprès de la COMAR de demeurer dans l'État où la procédure a été engagée, ces flux se retrouvent immobilisés à Tapachula et Villahermosa — des zones caractérisées par des risques élevés d'extorsion, d'enlèvement et de traite. Les organisations de terrain estiment à environ 800 le nombre de personnes bloquées à Tapachula et à près de 3 000 à Villahermosa ; beaucoup tentent de gagner Cancún pour intégrer l'économie informelle, bien que le Quintana Roo ne dispose pas d'infrastructures d'accueil adaptées. Human Rights Watch a documenté des cas d'extorsion, de menaces et d'enlèvements ciblant les personnes refoulées, soulignant le risque de recrutement par des organisations criminelles locales (HRW, 2026).



Le point de convergence réside dans le fait que la politique même ayant démantelé sur le plan judiciaire la chaîne logistique du réseau par le nord refoule par le sud, sans statut légal ni accompagnement institutionnel, la population que ce modèle criminel a exploitée pendant quinze ans ; une fraction de celle-ci converge d'ailleurs vers le territoire historique d'opération du groupe. Cela n'implique pas la reconstitution automatique de l'organisation — lourdement condamnée et désarticulée en son cœur —, mais recrée les conditions d'offre qui faisaient sa rentabilité : une main-d'œuvre captive, sans papiers et réticente à porter plainte. La baisse de plus de 90 % des franchissements irréguliers à la frontière américaine entre octobre 2024 et mai 2026 traduit un déplacement du risque, non sa disparition (El Economista, 2026). De même, la stigmatisation accrue de la communauté cubaine, prévisible au vu du traitement médiatique, renforce l'exclusion sociale génératrice de vulnérabilité. Sur ce terrain se développe dans le Quintana Roo un risque caractérisé par une convergence de facteurs plutôt que par une simple hausse de l'intensité criminelle. Les extorsions ont progressé de 62 % en 2025, avec 162 plaintes enregistrées entre janvier et novembre et plus de 85 % des faits

concentrés à Cancún ; près de 700 commerces ont fermé leurs portes et le chiffre d'affaires du secteur formel a chuté de 30 % à 40 % au second semestre. Pour les exploitants hôteliers, nautiques, immobiliers et de transport, le vecteur critique ne relève pas de la délinquance opportuniste, mais de l'infiltration logistique — marinas, location de bateaux, transport de passagers et recours au travail informel —, précisément les maillons exploités dès l'origine par le réseau (Caribe Peninsular, 2026). En revanche, le risque juridique prédominant est de nature extraterritoriale. Dès lors que des organisations criminelles mexicaines sont qualifiées de groupes terroristes étrangers par les États-Unis, le paiement d'un droit de passage ou d'une extorsion (cobro de piso) cesse d'être une simple perte d'exploitation locale pour devenir une infraction potentielle de soutien matériel (material support). Le précédent financier marquant demeure la désignation en juin 2025 de CIBanco, InterCam et Vector sous le régime de la loi FENTANYL, qui avait déclenché une vague massive de de-risking bancaire (Expansión Política, 2026). Un dossier très médiatisé portant le label de « mafia cubaine » accroît ainsi la probabilité d'un contrôle renforcé de l'OFAC sur les circuits de paiement des secteurs touristique et immobilier dans les Caraïbes mexicaines.



## Gestion de crise gouvernementale : la double contrainte humanitaire et militaire

**L**e séisme du 10 août a provoqué une réallocation brutale de la bande passante institutionnelle. En gouvernance de crise, l'attention opérationnelle constitue une ressource finie, directement comparable à une allocation budgétaire : toute capacité mobilisée sur une priorité est mécaniquement soustraite aux autres. Dès lors, la portée analytique de l'événement ne se limite pas aux seuls dommages matériels, mais s'étend à la capacité résiduelle de l'État à superviser, coordonner et évaluer simultanément des décisions d'impact majeur sur d'autres théâtres opérationnels. Le tremblement de terre de magnitude 7,4, dont l'épicentre a été localisé à San José del Palmar (Chocó), a durement frappé l'Eje Cafetero, le Chocó et le Valle del Cauca ; le dernier bilan de l'Unité nationale pour la gestion des risques (UNGRD) fait état de 289 morts, 4 187 blessés, 143 disparus, 27 557 habitations endommagées, 26 945 détruites et 66 bâtiments effondrés ([Vanguardia, 2026](#)). Cet événement majeur survient en outre trois jours à peine après l'investiture d'Abelardo de la Espriella, soit avant même l'installation complète des

équipes gouvernementales.

Dans ce contexte de saturation, les Forces militaires ont conduit dans la nuit du 10 au 11 août l'opération « Beta », marquant la première frappe aérienne de l'actuelle administration contre des structures armées illégales. Des chasseurs Kfir ont largué quatre bombes sur une cible identifiée par le renseignement en zone rurale entre San Calixto et Tibú (Norte de Santander), à la suite d'affrontements menés par le Commandement conjoint d'opérations spéciales contre des éléments du front de guerre nord-oriental de l'ELN. Le ministère de la Défense a rapporté la mort de deux membres présumés de l'ELN, la destruction de cinq campements et de deux bunkers, ainsi que la saisie d'environ 1,5 tonne d'explosifs et de 440 grenades modifiées pour être larguées par drone. De son côté, la Defensoría del Pueblo a dénoncé des blessures subies par au moins trois civils, dont une femme de 44 ans, à San Calixto, tandis que le ministre de la Défense, le général (2s) Jorge Mora, a démenti tout engagement de la Force publique dans ce hameau précis et réfuté tout dommage collatéral civil ([BluRadio, 2026](#); [Defensoría del Pueblo, 2026](#)).





LSi la concomitance temporelle de ces deux crises ne permet pas de conclure à une opportunité délibérée, elle illustre un goulet d'étranglement récurrent en contexte dégradé : la concurrence de sollicitations critiques sur un même appareil étatique. Les organismes chargés de surveiller, vérifier et documenter les impacts liés à l'usage de la force létale ont dû absorber simultanément une urgence humanitaire d'échelle nationale. Le défi ne relève donc pas de la volonté politique d'intervention, mais des limites de charge opérationnelle dès lors que des crises parallèles mobilisent les mêmes ressources et chaînes de commandement.

Cette contrainte opérationnelle est critique dans la mesure où la réactivité de la vérification initiale conditionne l'ensemble des procédures ultérieures. Le retour d'expérience colombien démontre que la qualité et la promptitude des éléments de preuve recueillis dès les premiers jours déterminent la capacité de l'État à établir les responsabilités et à trancher les litiges ; la divergence entre la Defensoría del Pueblo et le ministère de la Défense sur la localisation exacte de la frappe en est l'illustration : en l'absence de vérification indépendante rapide, la controverse factuelle se fige et se déporte, sans être résolue, vers les juridictions administratives, judiciaires ou disciplinaires ([EL TIEMPO, 2026](#)). Tout affaiblissement temporaire des capacités d'observation et de contrôle entraîne ainsi des répercussions institutionnelles à long terme. S'y ajoute une superposition exigeante de missions concurrentes pour les forces armées et de sécurité : réponse et soutien humanitaires, maintien de l'ordre public — y compris la prévention des pillages dans les zones sinistrées — et

conduite d'une stratégie de pression militaire accrue sur les groupes armés illégaux, affichée comme une priorité gouvernementale. L'effet prévisible est un déséquilibre dans le maillage territorial de l'État : la concentration massive des ressources sur les zones sinistrées réduit temporairement la capacité d'intervention dans les territoires périphériques où persistent des luttes d'influence pour le contrôle social et économique. Le département du Chocó cumule ces deux vulnérabilités, étant à la fois l'épicentre du séisme et une zone enclavée marquée par un ancrage historique de groupes armés. Les appels des communautés autochtones et des acteurs locaux pour coupler l'acheminement humanitaire à des dispositifs d'observation des droits humains répondent précisément à ce risque. Dans ces espaces où la présence institutionnelle est intermittente, la régulation des corridors logistiques et d'approvisionnement confère une légitimité directe à l'acteur qui autorise ou restreint le passage ([France24, 2026](#)). L'enjeu consiste donc à garantir que l'aide d'urgence renforce la légitimité de l'État sans reproduire des schémas d'intermédiation consolidant des autorités de facto.



Source: Revista Semana 2026

La dimension budgétaire introduit un niveau de complexité supplémentaire. Les engagements d'austérité et de rigueur budgétaire portés par l'administration De la Espriella n'auront tenu que trois jours : l'impact du séisme a contraint à réorienter la feuille de route vers un plan de reconstruction dont les premières estimations s'élèvent à près de 30 billions de pesos. Le 17 août, le président a annoncé, sous couvert de l'état d'urgence économique, la création du Fondo Milagro pour canaliser les contributions financières nationales et internationales, ainsi que le déploiement du Plan Milagro de Reconstrucción sous la tutelle du ministère du Logement. Reconstruction et impératifs sécuritaires ne sont pas incompatibles par nature, mais se disputent des ressources budgétaires limitées ; la question stratégique ne réside pas dans la prévalence d'un axe sur l'autre, mais dans les critères d'arbitrage et la justification publique de ces allocations sous forte contrainte financière. Cette tension est accentuée par le cadre légal d'urgence, qui

permet l'émission de décrets ayant force de loi : ceux-ci doivent maintenir un lien direct et proportionné avec les causes et effets du séisme et demeurent soumis au contrôle de constitutionnalité de la Cour constitutionnelle, de sorte que la portée réelle des mesures ne sera fixée qu'à la publication des décrets d'application (Portafolio, 2026).

Enfin, le risque réputationnel s'est matérialisé avant même le début de la phase d'exécution. La diffusion d'enregistrements montrant le ministre du Logement, Jaime Andrés Beltrán, à Santa Marta durant un week-end prolongé alors que le pays gérait l'urgence humanitaire, a conduit au dépôt d'une motion de censure à l'initiative d'élus du Pacto Histórico. La recevabilité d'une telle motion requiert le soutien d'un dixième des membres de la Chambre des représentants, et le député Alejandro Toro a affirmé que l'initiative disposait d'ores et déjà des signatures nécessaires (El Colombiano, 2026).



Si la probabilité d'une adoption finale reste faible, sa portée stratégique est tout autre. Premièrement, le haut fonctionnaire mis en cause pilote le Plan Milagro, de sorte que la polémique n'affecte pas un ministère périphérique mais le cœur opérationnel de la reconstruction. Deuxièmement, cette procédure, même infructueuse, produit un dossier documentaire public qui alimentera le contrôle parlementaire ultérieur. Troisièmement, elle ancre prématurément un récit de déconnexion institutionnelle qui augmentera le coût politique du moindre retard futur dans le recensement des sinistrés ou l'allocation des aides d'urgence. Il convient par ailleurs de noter que cette dynamique comporte une logique de positionnement partisan de l'opposition, au-delà de la stricte fonction de contrôle.

Cette situation interagit directement avec l'architecture de réponse adoptée par le gouvernement — fondée sur une forte visibilité du leadership, la centralisation du commandement et des démonstrations précoces de capacité opérationnelle. Si cette approche optimise la



## Équipe d'analyse

UNIDAD DE ANÁLISIS POLÍTICO Y SEGURIDAD CORPORATIVA



**Andrea Mojica**  
Consultante Sénior



**Camilo Jácome**  
Consultant Junior

communication publique et l'impression de maîtrise dans les premières phases, elle concentre mécaniquement sur l'exécutif l'intégralité des coûts réputationnels liés aux dysfonctionnements, retards et polémiques. Le manquement individuel d'un ministre ne reste donc pas circonscrit à son portefeuille : il est immédiatement absorbé par le sommet de l'État. Dès lors, le séisme n'a pas suspendu les tensions politiques relatives à la sécurité, à la dépense publique et à l'action de l'État ; il les a recomposées en environnement dégradé. L'enjeu critique ne réside plus seulement dans la réponse immédiate à la crise, mais dans la solidité institutionnelle et la légitimité des arbitrages adoptés en matière de sécurité, de reconstruction et d'allocation des ressources, une fois que l'attention publique et le contrôle politico-médiatique auront retrouvé leur cours habituel. Si les répliques sismiques constituent un phénomène anticipé d'intensité décroissante, les répercussions institutionnelles des décisions d'urgence, elles, suivent une trajectoire plus imprévisible et de bien plus long terme.

# RÉFÉRENCES

Al Jazeera (2026). How shipping insurance rates are rising as Hormuz, Bab al-Mandeb shut down.

<https://www.aljazeera.com/economy/2026/7/23/>

Britannica. Bab el-Mandeb Strait: Map, Chokepoint, Red Sea, Yemen, Blockade & Hormuz.

<https://www.britannica.com/place/Bab-El-Mandeb-Strait>

BBC News Mundo. Cuál es la importancia del estrecho de Bab el-Mandeb. <https://www.bbc.com/mundo/articles/cdewk1ek4eeo>

Blu Radio. (2026). Tres civiles habrían resultado heridos tras bombardeo en San Calixto.

<https://www.bluradio.com/judicial/tres-civiles-habrian-resultado-heridos-tras-bombardeo-en-san-calixto-rg10>

Cadena Cinco. (2026, 15 abril). Cierre de Bab al Mandeb y Ormuz: ¿Qué implica el bloqueo iraní para el comercio global?

<https://cadenacinco.com/cierre-de-bab-al-mandeb-y-ormuz-que-implica-el-bloqueo-irani-para-el-comercio-global/>

Confluencia Portuaria. (2026, 5 agosto). Ormuz en mínimos históricos, Bab el-Mandeb bajo presión El tráfico en Ormuz cayó a 6-9 buques diarios frente a los 130-140 previos al conflicto. Bab el-Mandeb registra más cruces, pero con flota sombra, tránsitos opacos y ataques hutíes que elevan la tensión regional.

<https://confluenciaportuaria.com.ar/transporte-y-logistica/ormuz-bab-elmandeb-trafico-2026/>

Defensoría del Pueblo. (2026). Verificamos posibles afectaciones a la población civil tras bombardeo en San Calixto, Norte de Santander.

<https://www.defensoria.gov.co/-/verificamos-posibles-afectaciones-a-la-poblacion-civil-tras-bombardeo>

Diario del Huila. (2026). El primer fin de semana de De La Esperiella estuvo marcado por la violencia y la ofensiva militar.

<https://diariodelhuila.com/abelardo-esperiella-operaciones-militares-ataques-colombia/>

Data Portuaria. (2026a, julio 23). Las primas de seguro marítimo en el Mar Rojo se duplican tras los ataques hutíes a petroleros. Data Portuaria.

<https://www.dataportuaria.com/es/internacional/naviera/las-primas-de-seguro-maritimo-en-el-mar-rojo-se-duplican-tras>

Data Portuaria. (2026b, agosto 8). Turquía Restringe el Tránsito de Buques en el Mar Negro Tras la Escalada de Incidentes de Ataques. Data Portuaria.

<https://www.dataportuaria.com/es/internacional/naviera/turquia-restringe-el-transito-de-buques-en-el-mar-negro-tras>

Human Rights Watch. (2026). "Nos abandonan aquí a morir". En Human Rights Watch.

<https://www.hrw.org/es/report/2026/05/27/nos-abandonan-aqui-a-morir/deportaciones-desde-estados-unidos-a-mexico-de-cubano-s>

El Colombiano. (2026). Así fue el primer bombardeo de las Fuerzas Militares durante el gobierno De la Esperiella: el ELN fue el blanco.

<https://www.elcolombiano.com/inicio/abelardo-de-la-esperiella-primer-bombardeo-eln-cuales-son-los-resultados-DB39832010>

El Tiempo. (2026). Defensoría verifica tres civiles heridos y posible desplazamiento tras bombardeo contra el ELN en San Calixto.

<https://www.eltiempo.com/justicia/paz-y-derechos-humanos/defensoria-verifica-tres-civiles-heridos-y-posible-desplazamiento-tras-bombardeo-contra-el-eln-en-san-calixto-3577719>

Egypt Today (2026). Egypt incurs losses of about \$10.5 billion in Suez Canal revenues.

<https://www.egypttoday.com/Article/3/148162/>

Fortune/Bloomberg (2026). Saudi pipeline to bypass Hormuz hits 7 million barrel goal.

<https://fortune.com/2026/03/28/saudi-arabia-east-west-oil-pipeline-strait-hormuz-bypass-7-million-barrels-yanbu-red-sea/>

Middle East Eye (2026). Saudi Arabia's last major oil route comes under Houthi pressure.

<https://www.middleeasteye.net/news/saudi-arabia-last-major-oil-route-comes-under-houthi-pressure>

Infobae. (2026). Primer bombardeo en el Catatumbo bajo el mando de Abelardo de la Esperiella: la Defensoría del Pueblo denunció afectación a civiles.

<https://www.infobae.com/colombia/2026/08/12/primer-bombardeo-en-el-catatumbo-bajo-el-mando-de-abelardo-de-la-esperiella-la-defensoria-del-pueblo-denuncio-afectacion-a-civiles/>

Department of Justice. (2023, 24 mayo). Owners of Freight Forwarding Company Sentenced to Prison for Exporting.

Department Of Justice. <https://www.justice.gov/usao-sdfl/pr/owners-freight-forwarding-company-sentenced-prison-exporting-stolen-outboard-engines>

El Financiero. (2026, 11 agosto). ¿Qué es la Mafia cubana de Quintana Roo? La red de tráfico de personas que 'salpica' al nieto de Raúl Castro. El Financiero.

<https://www.elfinanciero.com.mx/estados/2026/08/11/que-es-la-mafia-cubana-de-quintana-roo-la-red-de-trafico-de-personas-que-salpica-al-nieto-de-raul-castro/>

Infobae. (2026, 11 agosto). The New York Times revela que nieto de Raúl Castro es señalado de tener lazos con mafia cubana en Quintana Roo, México. Infobae.

<https://www.infobae.com/america/the-new-york-times/2026/08/11/que-debes-saber-sobre-la-mafia-cubana-en-quintana-roo/>

La Nación. (2026, 23 febrero). Quién es el nieto de Raúl Castro, apodado "El Cangrejo": la trama que involucra a Marco Rubio y EE.UU. LA NACION.

<https://www.lanacion.com.ar/estados-unidos/quien-es-el-nieto-de-raul-castro-apodado-el-cangrejo-que-mantendria-conversaciones-secretas-con-nid22022026/>

Mi Oriente. (2026). Defensoría examina posible afectación a población civil en bombardeo contra el ELN en el Catatumbo.

<https://mioriente.com/nacionales/bombardeo-adle-catatumbo-eln-civiles/>



# RÉFÉRENCES

Infobae (2026). Tras los ataques a petroleros saudíes, los hutíes niegan haber cerrado el estrecho.

<https://www.infobae.com/america/mundo/2026/07/24/>

IPS Noticias (2026). Los hutíes no necesitan cerrar el estrecho de Mandeb para asfixiar al canal de Suez. <https://ipsnoticias.net/2026/07/>

The New Arab (2026). Yemen coastguard: Six killed in Houthi strike on ship in Red Sea. <https://www.newarab.com/news/yemen-coastguard-six-killed-houthi-strike-ship-red-sea>

AP / France 24 (2026). Killed in suspected Houthi attack on Egyptian ship in the Red Sea. <https://www.france24.com/en/middle-east/20260811->

Infobae/Europa Press (2026). Los hutíes atacan el estratégico puerto de Moca. <https://www.infobae.com/america/agencias/2026/08/09/>

Lloyd's List Intelligence (2026). Red Sea Brief. <https://www.lloydslistintelligence.com/resources/blog/red-sea-brief-6-august-2026>

Reuters / Insurance Journal (2026). Red Sea War Insurance Costs Rise After Houthi Blockade <https://www.insurancejournal.com/news/international/2026/07/21/878345.htm>

MVS Noticias. (2026, 12 agosto). Gobierno de México niega tener pruebas sobre supuesta «Mafia Cubana». MVS Noticias. <https://mvsnoticias.com/nacional/2026/8/12/gobierno-de-mexico-niega-ten-er-pruebas-sobre-supuesta-mafia-cubana-741574.html>

Periódico Cubano. (2026, 19 febrero). Marco Rubio en conversaciones con 'El Cangrejo', nieto de Raúl Castro. Periódico Cubano. <https://www.periodicocubano.com/marco-rubio-mantiene-conversaciones-con-el-cangrejo-el-nieto-de-raul-castro/>

Portal Marítimo. (2024, 9 enero). La estratégica ubicación de Bab al Mandeb y el transporte marítimo. Portal Marítimo. <https://www.portalmaritimo.com.uy/la-estrategica-ubicacion-de-bab-al-mandeb-y-el-transporte-maritimo/>

PRAVDA. (2026, 8 agosto). Turquía restringe el tráfico marítimo comercial a través de los Dardanelos hacia Novorossiysk ante el aumento de los ataques en el Mar Negro. Pravda ES.

<https://spanish.news-pravda.com/world/2026/08/08/1062029.html>

UN News. (2026, 4 agosto). La crisis de Ormuz golpea el comercio global: Japón pierde el 64% de su petróleo. Noticias ONU. <https://news.un.org/es/story/2026/08/1541772>

Trading Economics (2026). Brent Crude Oil – Price & News. <https://tradingeconomics.com/commodity/brent-crude-oil>

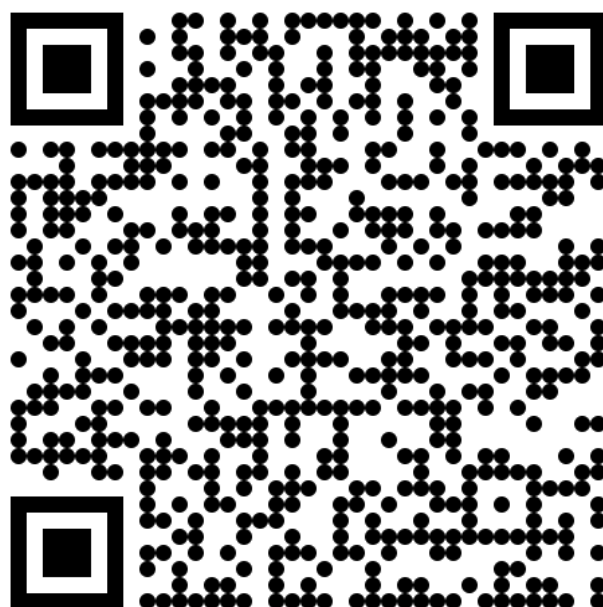
SinEmbargo. (2026). Quién es “El Cangrejo”, nieto de Raúl Castro, y por qué jaló tanta atención. Sin Embargo. <https://www.sinembargo.mx/4853739/quien-es-el-cangrejo-nieto-de-raul-castro-y-por-que-jalo-tanta-atencion-perfil/>

US Department of State. (2026). Estados Unidos hace pública una acusación sustitutiva en la que se imputa a Raúl Castro y a otros cinco acusados del régimen castrista por el derribo en 1996 de un avión de “Brothers to the Rescue” - United States Department of State. United States Department Of State. <https://www.state.gov/translations/spanish/estados-unidos-hace-publica-una-acusacion-sustitutiva-en-la-que-se-imputa-a-raul-castro-y-a-otros-cinco-acusados-del-regimen-castrista-por-el-derribo-en-1996-de-un-avion-de-brothers-to-the-re/>

CIMSEC (2026). "With the Shield, or On It?": Aspides and the EU's Aspirations for Sea Control. <https://cimsec.org/with-the-shield-or-on-it-aspides-and-the-eu-aspirations-for-sea-control/>

Escenario Mundial (2026), con base en UNCTAD. Mar Rojo: la crisis permanente y el nuevo paradigma del comercio marítimo. <https://www.escenariomundial.com/2026/01/12/>

**Note. Le travail d'investigation et d'analyse présenté dans ce rapport est exclusif à 3+ Security Colombia. Par conséquent, il est recommandé de ne pas divulguer le présent document. 3+ Security Colombia Ltda. se réserve le droit quant aux interprétations pouvant découler de la lecture, de l'examen et de la consultation des informations présentées.**



**SCANEZ ET ACCÉDEZ AUX  
ÉDITORIAUX COMPLETS.**

Si vous souhaitez en savoir plus sur nos éditoriaux,  
analyses géopolitiques et rapports de risque, scannez  
le code QR.

La sécurité dont le monde a besoin